

Reprise des relations entre Israël et la Turquie

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Le rétablissement des relations diplomatiques entre la Turquie et Israël a finalement été annoncé. Quelles en sont les conditions préalablement négociées ?

La Turquie pourra entamer des projets de construction à Gaza, mais en passant préalablement par Ashdod, port israélien où les marchandises seront AU préalable inspectées. Ceci a toujours été le cas et ne représente aucun changement. La Turquie mettra fin aux poursuites juridiques envers Israël et recevra une compensation de près de 20 millions de dollars qu'elle distribuera aux familles de ceux qui ont péri lors de l'arraisonnement du bateau Marmara en route pour Gaza. Israël a tenu bon jusqu'à ce que la Turquie d'Erdogan accepte des conditions au sujet desquelles elle se jurait de ne point agréer.

Depuis la venue au pouvoir du parti islamiste Justice et égalité (AKP) en 2002, les relations de la Turquie avec Israël et avec la majorité des états voisins n'ont pas cessé de se détériorer. La politique déclarée de zéro problème avec les états voisins a fini par devenir une politique d'hostilité avec tous les états voisins. La vision que le président Erdogan a fait sienne en est une qui refuse à Israël le droit de se défendre, car en tant que pays non musulman il doit avoir un statut de *dhimmi*, c'est-à-dire de soumis. Erdogan a eu recours à la xénophobie (les Occidentaux ne nous aiment pas, les Russes ne nous aiment pas...), à l'antisémitisme (le sionisme est un crime contre l'humanité, Israël serait derrière le renversement du gouvernement égyptien...) et au sentiment anti kurde. Il a fait la surenchère de hargne et de discours haineux envers Israël, faisant compétition à cet égard aux ceux tenus par les leaders de l'Iran et à ceux, éculés, des dictateurs arabes. La Turquie s'est retrouvée complètement isolée au Moyen-Orient, prisonnière de l'ego d'Erdogan. En outre, la Turquie laïque ne se reconnaît plus dans cette dictature qui s'est arrangée à fermer des journaux libéraux,

emprisonner des journalistes et ceux qui sont accusés « d'insulte au président », et d'avoir mis fin à la négociation avec les Kurdes en ravageant le Sud-est du pays faisant un demi-million de Kurdes des sans-abri au nom de la lutte contre le terrorisme.

Pourtant, les intérêts de la Turquie auraient dû dicter une alliance plus étroite avec Israël. La Turquie et Israël craignent l'emprise iranienne sur le régime du président syrien Assad et constituent des cibles pour les radicaux islamistes¹. Ces pays diffèrent cependant au sujet des Kurdes qu'Erdogan considère à tort être l'ennemi prioritaire. En outre, Israël a une grande expérience en matière de contre-terrorisme de laquelle la Turquie aurait pu tirer parti. Les États-Unis ont longtemps fait pression sur les deux parties, mais la frustration envers Erdogan n'a fait qu'augmenter avec les années. La Turquie fait partie de l'OTAN et jouit de sa protection, mais n'a pas permis que l'on se serve des bases américaines sur son territoire pour attaquer l'État islamique. Plus encore: la Turquie a laissé passer des dizaines de milliers de djihadistes en route pour l'État islamique dont elle a acheté le pétrole au rabais. Les journalistes turcs qui ont couvert le transit d'armes à l'État islamique via la Turquie se trouvent encore en prison...

La Turquie importe 98% de ses hydrocarbures, majoritairement de la Russie. Un pipeline allant des champs gaziers maritimes israéliens vers la Turquie serait idéal d'autant que depuis que l'avion russe a été abattu à la frontière syrienne, la Russie a augmenté arbitrairement le prix de vente de pétrole à la Turquie.

Israël a tenu bon jusqu'à ce que la Turquie s'engage officiellement aux conditions précitées, y compris celle de ne plus faire obstruction à la collaboration d'Israël avec l'OTAN. Dans un avenir proche, Israël n'a pas besoin des bases aériennes en Turquie qu'elle contrôlait avant l'ère Erdogan, car la Syrie est déchirée et affaiblie par la guerre civile. Bien au contraire, c'est la Turquie sunnite qui a besoin d'Israël pour faire face à

¹ Les marchandises turques destinées aux pays du golfe transitent aujourd'hui via Israël car les routes de Syrie et d'Irak ne sont pas fiables. Par contre, la route du Caucase est peu pratique car les convois turcs doivent attendre près de 14 jours à la frontière iranienne, ce qui génère de grandes frustrations.

l'expansionnisme d'un Iran chiite. Même l'Arabie saoudite a fait pression sur Erdogan pour qu'il mette un terme à son différend avec Israël.

Le pragmatisme l'aura emporté sur les nombreuses exigences d'Erdogan dont l'arrêt des inspections israéliennes des denrées livrées à Gaza ou la reprise des relations avec l'Égypte avant Israël. Mais le vrai test est à venir : la Turquie s'est engagée à ne pas laisser le Hamas opérer sur son territoire. Si le Hamas recommence à bombarder de roquettes Israël et qu'un nouveau conflit éclate entre Israël et Gaza, il sera possible de mieux connaître les véritables intentions de la Turquie d'autant plus que les islamistes turcs nourris par les déclarations incendiaires d'Erdogan s'agiteront certainement.

L'alliance stratégique entre la Turquie et Israël ne sera pas ce qu'elle avait été avant la prise du pouvoir par l'AKP. La Turquie a toujours résisté aux pressions arabes et a maintenu de bonnes relations avec Israël, établissant des liens exceptionnels avec Israël avant que le président Erdogan ne les dégrade. Il reste à voir si le pragmatisme turc relève de la tactique ou de la stratégie. Les relations de confiance ne pourront pleinement être rétablies avec le gouvernement turc actuel que lorsque le discours venimeux d'Erdogan aura complètement changé.

Dans un autre ordre d'idées, c'est au tour d'Erdogan de formuler des excuses à la Russie pour l'avion russe qui a survolé 17 secondes l'espace aérien turc avant d'être abattu à la frontière syrienne et de renégocier des ententes menant à la normalisation.